

République française

Département de la Meuse

COMMUNE DE CHALAINES

Séance du 25 septembre 2015

Membres en exercice :

11

Date de la convocation: 18/09/2015

L'an deux mille quinze et le vingt cinq septembre l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Patrick HOCQUART

Présents : 9

Votants: 10

Pour: 10

Contre: 0

Abstentions: 0

Présents : Patrick HOCQUART, Christine SANCHEZ, Nicolas ANCEAU, Laurent DRAPIER, Danièle GENTY, Patrice LAURENT, Christophe MANGIN, Marie-José MOUROT, Charlène PIETRYNIACK

Représentés: Fatih PEHLIVAN par Patrick HOCQUART

Excusés:

Absents: Patrick URIOT

Secrétaire de séance: Charlène PIETRYNIACK

Objet: Prescription de révision du P.L.U. : choix prestataire N°2015-033 - DECO_2015_033

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 et ses décrets d'application, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 et son décret d'application du 9 juin 2004 ;

Vu la Loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;

Vu la Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové

Vu l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2015 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme

Vu le Décret n°2012-290 du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme ;

Vu le Décret n°2013-142 du 14 février 2013 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme notamment les articles L 123-1 et suivants et les articles R 123-1 et suivants relatifs aux plans locaux d'urbanisme ;

Le Maire présente le projet et la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme et les raisons pour lesquelles il est souhaitable de lancer cette procédure.

Le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune de réviser son POS en PLU afin de répondre aux exigences actuelles des habitants en terme de qualité de vie, d'aménagement et de développement durable

Considérant :

- que le débat prévu par l'article L 123-9 du Code de l'urbanisme doit, en vertu de la loi du 13 décembre susvisée, se dérouler au moins 2 mois avant l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme par le conseil municipal ;
- que ce débat doit porter sur les orientations du Projet d'Aménagement de Développement durable (PADD) qui constituera l'une des pièces officielles du dossier de Plan Local d'Urbanisme ;

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire qui a précisé, entre autre, que le débat, l'arrêt du projet, la consultation des services puis l'enquête publique interviendront, dans cet ordre chronologique, dès que possible, et après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide :

- de prescrire l'élaboration d'un PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme.
- de fixer les modalités de la concertation conformément aux articles L.123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme ;
- de choisir comme prestataire pour suivre ce dossier parmi les 3 devis reçus :
 - ? Espace et Territoire de Neuves Maisons (54) pour un montant de 27 360 € TTC
 - ? Atelier des Territoires de Metz (57) pour un montant de 29 697 € TTC
 - ? N.E.G.E. de Bar le Duc (55) pour un montant de 23 328 € TTC

Le conseil municipal porte son choix sur l'entreprise N.E.G.E. de Bar le Duc (55) pour un montant de 23 328 € TTC.

Cette concertation revêtira la forme suivante :

Moyens d'information à utiliser :

- affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires
- article spécial dans la presse locale
- articles dans bulletin le municipal
- au moins une réunion publique avec la population
- exposition publique avant que le PLU ne soit arrêté
- affichage dans les lieux publics
- dossier disponible en mairie
- contact disponible en mairie ou par téléphone pour répondre aux interrogations

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet du PLU. A l'issue de cette concertation, M. le Maire présentera le bilan au Conseil Municipal qui en délibérera et arrêtera le projet du PLU.

Considérant qu'il y a lieu :

- de donner tous les pouvoirs au Maire pour choisir le (ou les) organisme(s) chargé(s) de la révision du plan local d'urbanisme ;
- de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de services nécessaires à la révision du plan local d'urbanisme ;
- de solliciter de l'Etat et du Conseil Général, les aides financières (dotations, subventions) pour compenser la charge matérielle de la commune correspondant aux frais matériels et aux frais

d'études nécessaires à la révision du plan local d'urbanisme,

- de dire que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'année 2016 et suivants.
- de demander aux services de la Direction Départementale des territoires d'assister la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du P.L.U. et de donner tout pouvoir au Maire pour signer une convention dans ce sens

Conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise et notifiée :

- au Préfet ;
- au Président du Conseil Régional de Lorraine ;
- au Président du Conseil Départementale de la Meuse ;
- à l'organisme de gestion du parc naturel régionale de Lorraine
- aux présidents de la Chambre du Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture ;

Conformément à l'article L.123-7 du code de l'Urbanisme, seront associés à l'élaboration les services de l'Etat.

Conformément à l'article L 123-9, le débat au sein du conseil municipal prévu pour définir les orientations générales du P.A.D.D. sera lancé dès que possible.

Conformément aux articles R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant 1 mois et d'une mention dans un journal local.

Elle sera exécutoire à compter de sa réception en Sous-Préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité définies ci-avant (la date prise en considération pour l'affichage est celle du premier jour).

Le Maire, **P. HOCQUART**